

LES ACHATS AUX ÉTATS-UNIS

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. En répondant, aujourd'hui, le ministre répète systématiquement que tout le monde est dans le noir. À mon avis, le ministre patine sur une glace mince.

L'automne dernier, dans une étude effectuée par son ministère, on faisait une mise en garde contre la possibilité que la TPS fasse augmenter de deux millions par année le nombre de Canadiens qui vont magasiner aux États-Unis. En réalité, au cours du premier semestre d'application de la TPS, le nombre d'automobiles qui allaient aux États-Unis puis en revenaient la même journée a augmenté de 4,8 millions. Pourquoi le ministre a-t-il parcouru le pays de long en large en disant que la TPS ne serait pas un facteur d'augmentation du magasinage aux États-Unis par les Canadiens, quand il savait très bien que ce serait le cas?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je patine beaucoup plus vite que le député.

Une voix: Ce n'est qu'un vieil arbitre.

M. Jelinek: Il est évident qu'il avait déjà rédigé sa question avant même que je réponde à son collègue. Donc, au lieu de répéter ma réponse, je souligne simplement que *L'observateur économique canadien* de Statistique Canada confirme ce que je soutiens depuis 18 mois.

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, les Canadiens sifflent pour rappeler le ministre à l'ordre.

Une voix: Ils se préparent à le retirer.

Une voix: Ils vont l'envoyer au banc des punitions.

[Français]

M. Kilger: Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Revenu national. Le taux de faillites parmi les petites et moyennes entreprises atteint un niveau record. Le chômage continue à se maintenir à un haut niveau à travers le pays, particulièrement dans les communautés frontalières. Le ministre peut-il expliquer son inaction face aux dommages causés à l'économie nationale? Le ministre est-il prêt à admettre que le maire de Sarnia dit vrai lorsqu'il mentionne que Revenu Canada était au courant des problèmes et des conséquences et que lui-même et son ministère n'ont rien fait?

[Traduction]

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): J'ai rencontré les représentants, les commerçants et les maires des collectivités frontalières, dont le maire de Sarnia, qui était d'ailleurs candidat libéral aux dernières élections. Nous en sommes venus à la conclusion que les problèmes étaient loin de se limiter aux taxes et aux politiques du gouvernement fédéral. Ce problème des achats aux États-Unis en arrive à préoccuper les trois paliers de gouvernement, le secteur privé, les syndicats et d'autres organismes.

Avec la collaboration des représentants du Conseil canadien du commerce de détail, des chambres de commerce, des syndicats, des provinces et des collectivités, nous avons donc entrepris un programme qui a eu pour effet de réduire ce problème, comme l'annonce Statistique Canada ce matin. Je pense que nous sommes sur la bonne voie.

* * *

L'AGRICULTURE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, je voudrais que le ministre de l'Agriculture me donne une réponse définitive sur l'aide d'urgence accordée aux agriculteurs. Je ne cherche pas à savoir ce que le gouvernement a fait jusqu'ici, ni ce qu'il compte faire, au cours des prochains mois, avec les nouveaux programmes de soutien du revenu.

Monsieur le Président, je voudrais que le ministre nous parle du manque à gagner de 1 milliard de dollars enregistré lors de la dernière campagne agricole. Ce manque à gagner a laissé les agriculteurs dans une situation désespérée.

Une voix: Oh, oh!

M. Harvard: Bouclez-la.

M. le Président: Je souligne au député qu'en cas de nécessité il peut demander au Président d'intervenir. Le député pourrait-il poser sa question?

• (1450)

M. Harvard: Monsieur le Président, les agriculteurs exigent une aide d'urgence, et je voudrais que le ministre nous dise s'il l'accordera et, dans l'affirmative, à combien elle se chiffrera.

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je peux comprendre pourquoi le député ne veut pas que je répète le bilan impressionnant du gouvernement en matière d'aide aux agriculteurs. Je peux lui dire que ce bilan se passe d'explications.